



Munich Personal RePEc Archive

Impact of slower economic growth in major trading partners on the Congolese economy

Nlemfu Mukoko, Jean Blaise

Departement d'économie, Université de kinshasa, Groupe de Modélisation d'équilibre général calculable

July 2013

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/65089/>
MPRA Paper No. 65089, posted 17 Jun 2015 04:46 UTC

Ralentissement de la croissance des partenaires commerciaux et ses implications sur l'économie congolaise. *

Jean Blaise Nlemfu M.
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Kinshasa

Juillet 2013
Révisé en Juin 2015

Abstract

Ce travail examine les répercussions possibles du ralentissement de la croissance économique au niveau de principaux partenaires commerciaux sur l'économie congolaise au cours de la période 2013-2020. Il propose en outre une voie alternative au financement de l'économie en devises étrangères en appui à celles existantes. Un modèle d'équilibre général calculable dynamique et de microsimulation, appliqué au cas de l'économie de la R.D.Congo a été utilisé à cet effet. Les résultats obtenus donnent la mesure des implications nécessaires sur le secteur réel, les finances publiques et la balance des paiements, et soulignent l'importance de diversifier la structure des exportations en mettant l'accent sur les produits agricoles comme l'une des voies alternatives.

JEL classification : C68, O40, O55.

Mots clés : Modèle d'équilibre général calculable, Croissance économique

*Envoyez-nous vos commentaires et observations à jblaise.nlemfu@gmail.com

1 Introduction

Au cours de dernières années, la R.D.Congo a réalisé d'importants progrès pour construire les bases d'une croissance forte et soutenue, dont la mise en place du plan national d'investissement agricole pour la période 2013-2020, indispensable pour réduire la pauvreté.

Cependant, ces perspectives risquent d'être détériorées par les effets de ralentissement de la croissance économique des principaux partenaires commerciaux et partant de la demande étrangère des matières premières, constituant l'essentiel des exportations et source importante de financement de l'économie en devises étrangères. A cet effet, des pressions risquent de s'exercer sur le solde budgétaire et la balance des paiements ce qui pose des défis de politique économique à relever pour le gouvernement à savoir :

- Maintenir la stabilité macroéconomique et soutenir la croissance malgré la baisse de la demande étrangère des produits d'exportation;
- Ne pas perdre de vue sur les objectifs de moyen terme.

La préoccupation majeure dans cette étude, c'est d'examiner les répercussions possibles de ce ralentissement de la croissance économique des principaux partenaires commerciaux sur l'économie congolaise et de proposer les voies alternatives de financement de l'économie en devises étrangères. Plus concrètement, nous allons tenter d'apporter les éléments de réponse à la question suivante :

- Quelles sont les implications de la baisse de la croissance économique des principaux partenaires commerciaux sur l'économie congolaise?
- Quelle est la voie alternative de financement de l'économie en ressources des devises étrangères?

Le reste du travail comporte trois sections. A la section 2, nous introduisons l'outil analytique et les données utilisées dans cette étude. Les répercussions de ce ralentissement sur l'économie congolaise font l'objet de la section 3. La section 4 analyse les voies de sortie, en mettant l'accent sur la diversification des exportations dont celles des produits agricoles comme source alternative de financement en devises étrangères de l'économie.

2 Outil d'analyse et données

2.1 Données du modèle

Nous avons utilisé la matrice de comptabilité sociale de 2005 (Nlemfu, J.B., 2011) ajustée par l'IFPRI en 2011 pour le calibrage de ce modèle. Celle-ci comprend :

- 22 branches d'activités agricoles (15 branches de culture, 5 branches d'élevage, 1 branche de pêche, et 1 branche de sylviculture et 1 d'exploitation forestière);
- 9 branches d'activités industrielles (1 branche de fabrication de produits alimentaires et de boissons, 5 branches d'autres activités de fabrication, 3 branches d'autres activités industrielles);
- et 7 branches d'activité de service (dont 5 privées et 2 publiques).

Tous ces secteurs sont désagrégés en 11 provinces que compte la R.D.Congo. Les ménages sont classés selon le lieu d'habitation du chef de ménages en 10 groupes de ménages ruraux des 10 provinces et 11 groupes de ménages urbains des 11 provinces. En outre cette matrice comporte trois facteurs de production : le capital, le travail et la terre¹. Le facteur travail est désagrégé en trois différents types dont :

- la main-d'oeuvre familiale mobile seulement au sein de chaque zone parmi les sous-secteurs agricoles;
- les travailleurs non qualifiés et qualifiés payés mobiles dans et entre zones rurales et urbaines;
- la possession de la terre par les ménages ruraux selon la province définit le facteur terre.

Cette désagrégation de la matrice de comptabilité sociale (MCS) est motivée par la nécessité de mieux appréhender l'hétérogénéité de la structure de production à l'échelle des provinces et des sources de revenus entre les différents types de groupes d'agriculteurs.

¹Signalons en passant qu'en province, la terre est propriété des ménages ruraux.

Pour analyser les implications sur l'économie congolaise, les données de la banque mondiale et du fond monétaire international ont été utilisées (World Development Indicator, 2013 et World Economic Outlook, Avril 2013).

2.2 Modèle

Pour analyser les différentes voies alternatives, nous recourons au modèle d'équilibre général calculable dynamique de l'IFPRI (Thurlow, J., 2004 ; Diao, X. et al., 2012), appliqué au cas de l'économie de la R.D.Congo (Diao, X. et al., 2011). En effet, ce modèle est un outil approprié pour analyser les implications de la croissance agricole et des différentes options d'investissements dans le secteur agricole sur la réduction de la pauvreté (Figure 1). En tant que tel, ce modèle capte les synergies et les arbitrages d'accélération de la croissance dans différents secteurs agricoles, et le développement des liens économiques entre le secteur agricole dans son ensemble et le reste de l'économie. Soulignons en passant que ce modèle comprend un module de Microsimulation et d'analyse de la pauvreté. Pour une description mathématique des équations et les limites de ce modèle voir Diao, X. et al. (2012).

3 Implications sur l'économie congolaise

Dans cette section, nous analysons les répercussions du ralentissement de la croissance économique des principaux partenaires sur l'économie congolaise. Cependant, ne disposant pas des données désagrégées sur les exportations et importations au niveau de différents produits considérés et de principaux partenaires commerciaux, il nous est difficile de simuler une baisse de la demande étrangère pour en dégager les implications partant de résultats du modèle. De ce fait, ces implications sont examinées en se basant essentiellement sur une approche analytique des données et des tendances reproduites par la banque mondiale et le FMI (World Development Indicator, 2013 et World Economic Outlook, Avril 2013).

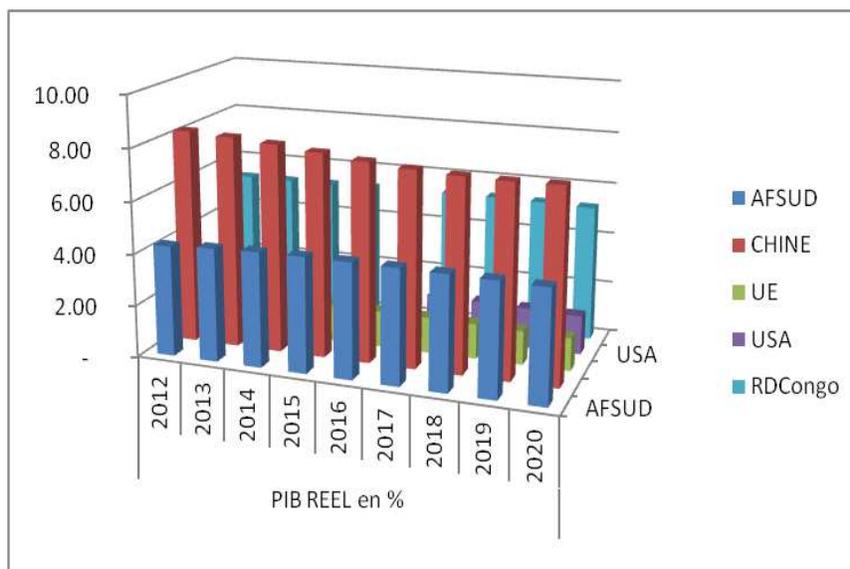
Nous considérons d'abord l'évolution de la croissance économique au niveau de ces pays partenaires et de la R.D.Congo pour la période 2013-2020. Partant de cette évolution, nous en analysons les implications.

3.1 Evolution de la croissance économique

Le ralentissement de la croissance économique des principaux partenaires de la RDC (voir tableau 1) se traduit par le repli de leurs importations, lesquelles constituent l'essentiel des exportations du pays et principale source de rentrée des devises étrangères. Cette situation se traduit aussi par le repli de leurs investissements tant directs que de portefeuille. Il s'en suit, par ce canal, le ralentissement de la croissance économique de la R.D.C.

En effet, en se basant sur la situation de référence (tableau 1 et figure 1), la tendance de long terme montre l'affaiblissement consécutif de la croissance économique du pays relativement à celle des principaux partenaires au cours de la période 2013 - 2020, soit de 5.25 % en 2013 pour atteindre 5.33 % en 2017 et 5.25 en 2020%. Cette situation du reste, n'est pas sans conséquence sur l'économie comme nous allons le voir dans les lignes qui suivent.

Figure 1: Evolution de la croissance économique



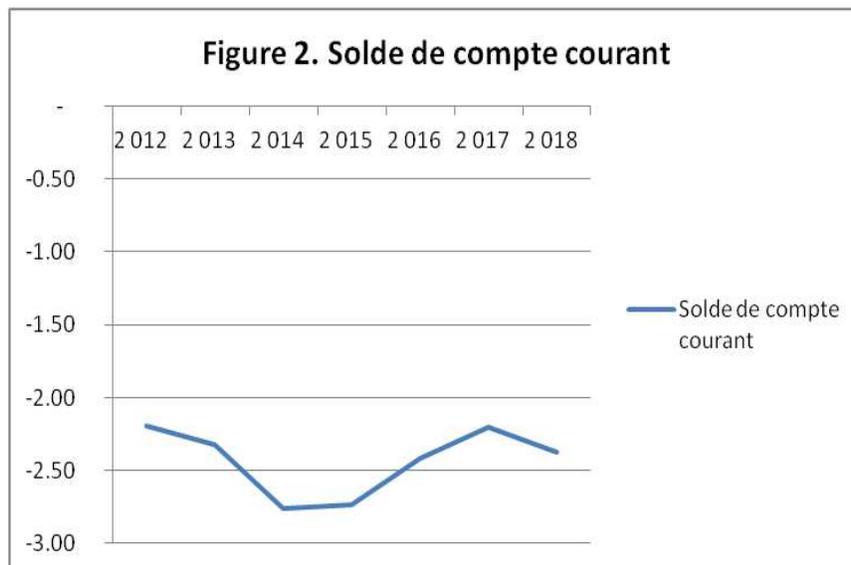
3.2 Implications économiques

Avant toute chose, il est important de souligner que l'affaiblissement de la croissance économique des principaux partenaires commerciaux et par conséquent, la baisse de leurs demandes d'importations, auraient des répercussions probables sur le secteur réel, les finances publiques, la balance des paiements et voire sur la situation monétaire et financière.

En effet, la baisse continue de la demande étrangère, pourrait avoir des implications sur l'activité de production dans le secteur concerné et partant sur le niveau de chômage (impact sur le secteur réel). En outre, étant donné la baisse des recettes budgétaires consécutives à la baisse de la demande étrangère, on pourrait assister à la résurgence (sinon à l'aggravation) du déficit budgétaire dont le financement par les avances de la banque centrale risquerait d'induire la réapparition de l'inflation monétaire d'origine budgétaire (impact sur les finances publiques).

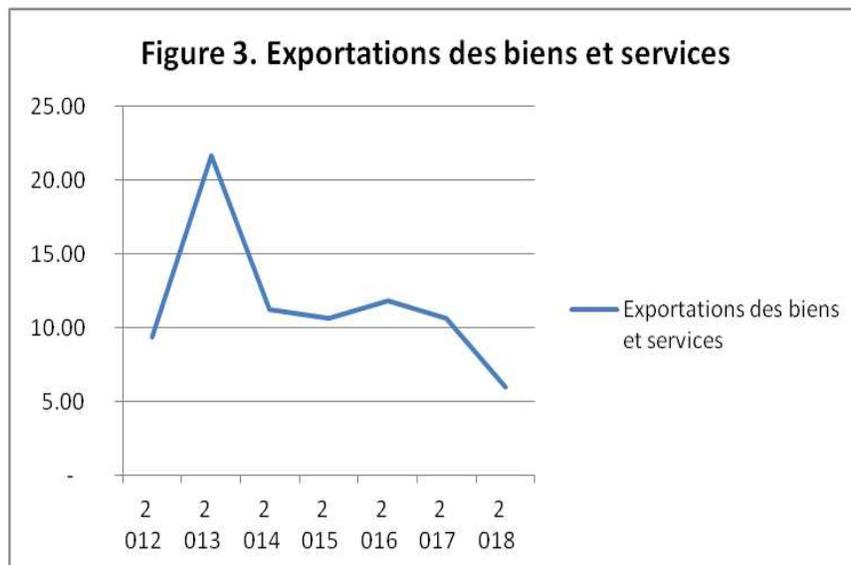
Par ailleurs, étant donné la détérioration du solde budgétaire en devises, il pourrait s'en suivre des prélèvements sur les réserves de changes et par conséquent, baisse de ces dernières. Cette baisse du niveau des réserves internationales aura pour effet de limiter la capacité d'intervention de la Banque Centrale sur le marché des changes et donc risque probable d'emballement du taux de change consécutif à la rareté de la devise (impact sur la balance des paiements).

Cependant, compte tenu de manque de données, nous allons concentrer l'essentiel de notre analyse sur l'impact sur la Balance des paiements et particulièrement sur le solde de la balance courante qui en résulte. En effet, du tableau 2 ci-dessous, il se dégage un solde de compte courant déficitaire avec une accentuation entre 2012 et 2015 avec possibilité de résurgence entre 2017 et 2020 (figure 2 et tableau 2). La même lecture peut être réalisée sur l'évolution des exportations entre 2013 et 2015, et 2016 et 2020 (figure 3).



De ce fait et comme souligné ci-dessus, cette situation déficitaire aura un effet sur les recettes budgétaires en devises ce qui se traduira par des pressions sur les réserves internationales et par conséquent sur le marché de change : contraction de l'offre des devises à la suite de la diminution des recettes d'exportation induite par le ralentissement de la croissance des partenaires commerciaux et pression sur le taux de change en raison de l'excédent de la demande sur l'offre des devises.

Terminons en soulignant qu'étant donné la circulation monétaire en dollars dépend de l'entrée des dollars au pays, cette dernière se trouve être ralentie par la baisse de la demande étrangère. Aussi, le dollar étant la principale monnaie (représentant plus de 90% des dépôts et 95% des crédits bancaires), il pourrait en résulter une diminution des dépôts et des crédits bancaires adossés sur l'activité minière. De ce fait, il y aurait risque probable de reprise de l'instabilité macroéconomique avec des taux d'intérêts réels plus élevés (impact sur la situation monétaire et système financier).



4 Voie alternative de financement de l'économie

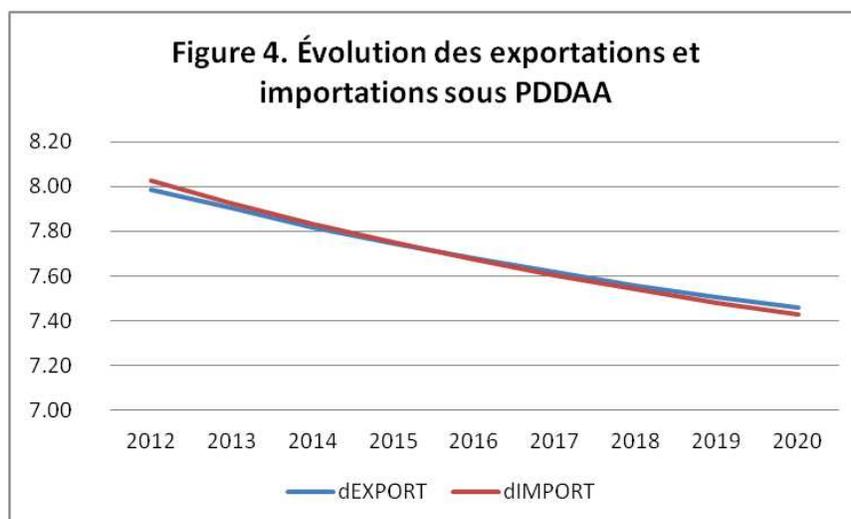
Dans cette section, nous interrogeons notre modèle rout en nous focalisant sur la stratégie de développement basée sur le secteur agricole et par conséquent sur les exportations agricoles comme voie alternative de financement de l'économie en appui au secteur minier. A cet effet, deux scénarios (PDDAA² et OMD-1) sont envisagés et leurs implications sur la balance courante analysées.

Sous le scénario PDDAA c'est-à-dire si le plan national d'investissement agricole est mis en œuvre et que l'objectif de 6% de croissance agricole est retenu, cette situation aura des répercussions sur le niveau des exportations et donc sur le solde de la balance courante (figure 4).

En effet, sous ce scénario, la croissance annuelle du secteur agricole est d'au moins 6.15%. Les secteurs industriels et des services augmentent respectivement de 7.07% et de 7.39% ce qui entraîne une croissance de 7.04% pour l'ensemble de l'économie nationale pour la période 2013-2020 (tableau 6).

²Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique

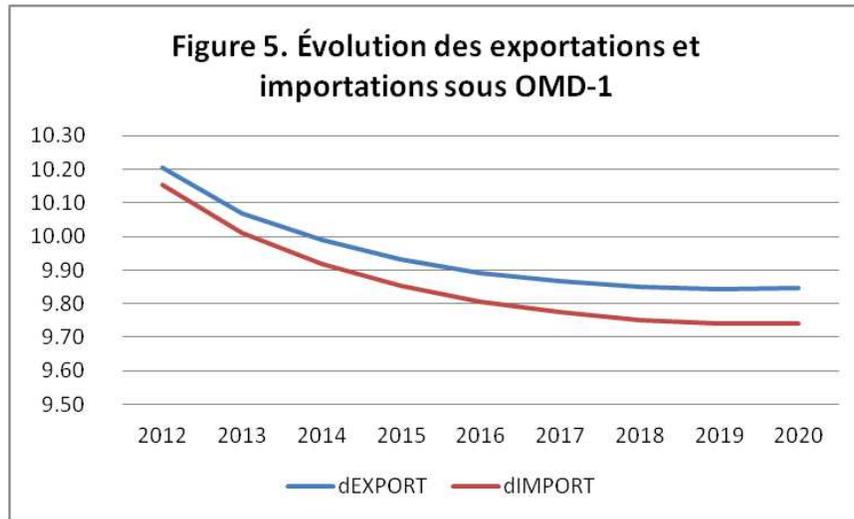
Par ailleurs, en analysant l'évolution des exportations et importations dans le figure 4 et le tableau 3, force est de constater que les implications sur la balance courante sont positives. En d'autres, l'évolution positive des exportations comparativement à celle des importations, favorise non seulement la rentrée des devises étrangères mais aussi a une incidence sur l'évolution du taux de change réel qui s'apprécie (figure 6).



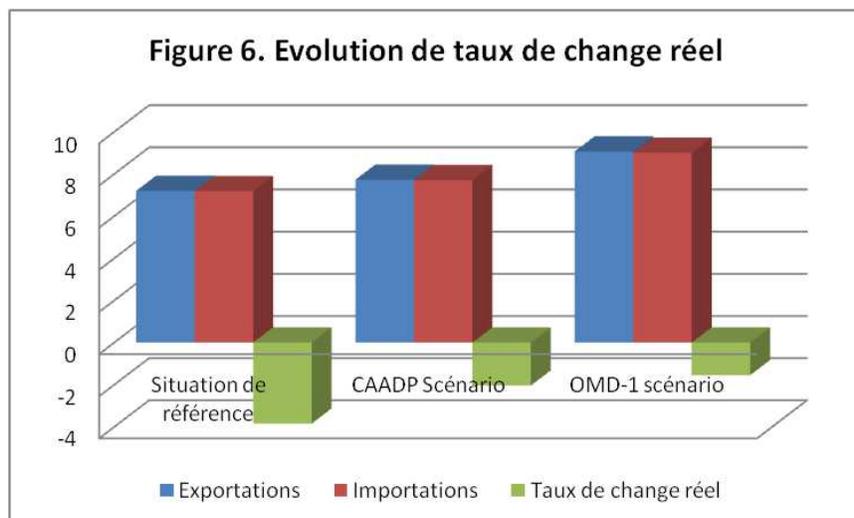
Sous le scénario OMD-1, les résultats montrent que, si le Plan National d'Investissement Agricole est effectivement mis en œuvre, le pays pourra réaliser à l'horizon 2020, une croissance de PIB d'au moins 8.21% pour le secteur agricole, 9.56% pour l'industrie et 8.69% pour les services ce qui entrainerait une augmentation d'au moins 8.92% de PIB global (tableau 6).

Ces taux de croissance ont une incidence positive³ sur l'évolution du niveau des exportations et importations et par conséquent sur le solde de la balance courante (figure 5 et tableau 5) atténuant par ce fait les pressions sur les réserves internationales et sur le marché de change.

³Sur le secteur réel (sur l'activité de production et l'emploi), sur les finances publiques (accroissement des recettes publiques consécutives aux exportations agricoles), sur la balance des paiements et sur la situation monétaire et financière (avec la stabilisation du cadre macroéconomique et des taux d'intérêt réel modérés, etc..)



Cette situation se traduit par l'appréciation du taux de change réel comme nous pouvons le constater dans la figure 6, et cela comparativement à la situation de référence et à celle du scénario PDDAA.



Terminons en soulignant que si le plan national d'investissement agricole est effectivement mis en œuvre sous le scénario OMD-1 et que la structure des exportations diversifiées, les exportations agricoles peuvent constituer une alternative de financement de l'économie en devises étrangères en appui à celui du secteur minier. De ce fait, elles peuvent agir comme un soutien sinon un amortisseur de choc et avoir des incidences positives sur le secteur réel, les finances publiques, la balance des paiements et la situation monétaire et financière, comme il vient d'être démontré dans la présente étude.

5 Conclusion

Cette étude a analysé les implications de ralentissement de la croissance économique des principaux partenaires commerciaux sur l'économie congolaise, au cours de la période 2013-2020. Sa préoccupation majeure a été d'examiner les répercussions de ce ralentissement sur cette économie et de proposer la voie alternative de financement en devises étrangères.

Les résultats montrent que, si le Plan National d'Investissement Agricole est effectivement mis en œuvre sous le scénario OMD-1, le pays pourra réaliser à l'horizon 2020, une croissance de PIB d'au moins 8.21 pour le secteur agricole, 9.56% pour l'industrie et 8.69% pour les services ce qui entrainerait une augmentation d'au moins 8.92% de PIB global.

Ces taux de croissance ont une incidence positive non seulement sur l'évolution du niveau des exportations et importations (soit 9.07% et 9.01% respectivement) et par conséquent sur le solde de la balance courante (et donc sur le taux de change réel qui s'est apprécié soit -1.55% contre -3.85% à la situation de référence), mais aussi sur le secteur réel et les finances publiques.

De ce qui précède, il importe donc de diversifier les sources de la croissance économique et par conséquent les sources de financement de l'économie par le biais des exportations. A cet effet, une attention particulière devra être portée notamment sur l'agriculture, la pêche et l'élevage, les infrastructures de base, l'énergie et les voies de communication.

Terminons en disant que plusieurs autres conclusions des implications sur l'économie congolaise peuvent être tirées partant de résultats du tableau 5. Nous estimons avoir relevé l'essentiel des analyses en rapport avec les préoccupations de notre étude.

References

- Benin, S., Mogues, T., Cudjoe, G. and Randriamamonjy, J. (2009), Public expenditures and agricultural productivity growth in Ghana, in 'International Association of Agricultural Economists 2009 Conference, Beijing, China, August', pp. 16–22.
- Diao, X., Thurlow, J., Benin, S. and Fan, S. (2012), *Strategies and priorities for African agriculture: Economywide perspectives from country studies*, Intl Food Policy Res Inst.
- Fan, S., Zhang, X. and Rao, N. (2004), Public expenditure, growth, and poverty reduction in rural Uganda, Technical report, International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Group, W. B. (2012), *World Development Indicators 2012*, World Bank Publications.
- Nlemfu Mukoko, J. B. and Wabenga Yango, J. (2015a), Analyse de l'économie congolaise à travers la matrice de comptabilité sociale de 2005, Mpra paper, University Library of Munich, Germany.
- Nlemfu Mukoko, J. B. and Wabenga Yango, J. (2015b), Une matrice de comptabilité sociale pour la R.D. Congo: Mcs-rdc2005, Mpra paper, University Library of Munich, Germany.
- Nlemfu Mukoko, J. and Wabenga Yango, J. (2014), Croissance agricole et options d'investissement en R.D. Congo : une analyse en équilibre général calculable, Mpra paper, University Library of Munich, Germany.
- Pauw, K., Thurlow, J., Uaiene, R. and Mazunda, J. (2011), 'Agricultural growth and poverty reduction in Mozambique: Technical analysis in support of the Comprehensive Africa Agriculture Development Program (CAADP)', *Dialogue on Promoting Agricultural Growth in Mozambique* **21**.
- Ragasa, C., Ulimwengu, J., Randriamamonjy, J. and Badibanga, T. (2013), 'Assessment of the capacity, incentives, and performance of agricultural extension agents in western Democratic Republic of Congo'.

Tableau 1. Evolution de la croissance économique des principaux partenaires commerciaux et de la RDC

Partenaires commerciaux	PIB REEL en %								
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
AFSUD	4.28	4.37	4.43	4.45	4.44	4.42	4.40	4.37	4.33
CHINE	8.27	8.17	8.03	7.86	7.67	7.53	7.44	7.41	7.43
UE	1.53	1.48	1.44	1.41	1.40	1.38	1.35	1.31	1.26
USA	1.80	1.73	1.68	1.66	1.66	1.64	1.61	1.57	1.51
RDCongo	5.26	5.25	5.26	5.28	5.31	5.33	5.32	5.29	5.25

Source : isimulate-Banque mondiale

Tableau 2. Balance commerciale en %

	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Exportations des biens et services	9.39	21.62	11.22	10.62	11.81	10.63	5.95
Importations des biens et services	- 7.47	10.29	5.90	2.58	7.62	7.25	8.11
Solde de compte courant	- 2.19	- 2.32	- 2.76	- 2.74	- 2.42	- 2.20	- 2.38

Source : FMI, World Economic Outlook Avril 2013

Solde de compte courant en millions us dollars

Tableau 3. Evolution des exportations et importations en %

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
dEXPORT	7.99	7.90	7.82	7.74	7.68	7.62	7.56	7.50	7.46
dIMPORT	8.02	7.93	7.83	7.75	7.67	7.60	7.54	7.48	7.43

Source : Résultats du modèle sous le scénario OMD-1

Tableau 4. Evolution des importations et exportations en %

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
dEXPORT	10.20	10.07	9.99	9.93	9.89	9.87	9.85	9.84	9.85
dIMPORT	10.15	10.01	9.92	9.85	9.81	9.77	9.75	9.74	9.74

Source : Résultats du modèle sous le scénario OMD-1

Tableau 5. Evolution des agrégats macroéconomique au cours de la période 2013 - 2020 (en %)

	INITIAL	Situation de référence	CAADP Scénario	OMD-1 scénario
Absorption	5545252.51	5.66	6.82	7.79
Dépenses Privées	4619696.22	5.92	7.1	8.09
Investissement	682944.67	4.35	5.66	6.75
Dépenses publiques	242611.62	3.73	4	4
Exportations	1235330.09	7.2	7.73	9.07
Importations	1463301.84	7.19	7.71	9.01
Taux de change réel	1.57	-3.85	-2.04	-1.55
PDIND	6373.07	4.01	2.08	1.57
Indice de prix cons.	100	3.77	2.11	1.6

Source : Résultats du modèle

Tableau 6. PIB National et sectoriel

Secteurs	Taux de croissance moyen annuel (%)				
	BASE	SCENARIO PDDAA		SCENARIO OMD-1	
	Base-run	2010-2020	2013-2020	2010-2020	2013-2020
PIB total	5.56	7.06	7.05	8.83	8.92
Agriculture	3.34	6.03	6.15	7.99	8.21
Céréales	1.05	5.31	5.37	6.66	6.72
Tubercules	3.27	5.60	5.75	7.66	7.93
Légumineuses et oléagineux	2.69	5.83	5.91	7.34	7.44
Autres cultures	4.35	6.99	7.19	8.53	8.89
Bétails	5.34	7.32	7.37	9.15	9.32
Autre agriculture	3.32	5.54	5.55	8.92	9.07
Industries	6.23	7.13	7.07	9.48	9.56
Mines	7.29	7.21	7.17	10.84	10.88
Manufacturières	5.79	7.32	7.24	8.78	8.85
Transformation	5.80	7.46	7.45	9.05	9.23
Autres manufactures	5.77	6.91	6.65	7.97	7.71
Autres industries	4.62	6.14	6.07	7.92	7.97
Services	5.93	7.44	7.39	8.67	8.69
Services privés	6.12	7.69	7.63	8.96	8.96
Services publics	4.28	5.10	5.04	6.01	6.05

Source : Résultats du modèle EGD et microsimulation de la RDC